

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des HAUTES-ALPES
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GUILLESTROIS QUEYRAS

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf (29) octobre à 18h30, le **CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU GUILLESTROIS ET DU QUEYRAS**, convoqué le vingt-deux (22) octobre 2024, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en salle du gymnase, à Guillestre, sous la présidence de **M. Dominique MOULIN**.

Le secrétaire de séance est Jean-Pierre CLAEYMAN

Nombre de membres : Afférents au Conseil Communautaire (30) - En exercice (30)

Etaient présents :

ABRIÈS-RISTOLAS Nicolas CRUNCHANT Charles LACROIX	AIGUILLES Dominique BUCCI ALBERTO Jean-Pierre CLAEYMAN	ARVIEUX Christian BLANC	CEILLAC Émile CHABRAND
CHÂTEAU-VILLE-VIEILLE	EYGLIERS Anne CHOUVET Jean-Marc POUILLILIAN	GUILLESTRE Christine PORTEVIN Dominique MOULIN Catherine PICHET Isabelle IMBERT-HAUBER	MOLINES EN QUEYRAS
MONT-DAUPHIN	RÉOTIER Michel MOURONT	RISOUL	ST-CLÉMENT-SUR-DURANCE Jean-Louis BERARD
SAINT CRÉPIN Jean-Louis QUEYRAS Séverine BARTHELEMY-PASQUALI	SAINT VÉRAN Mathieu ANTOINE	VARS	

M. Marcel CANNAT, Conseiller départemental, invité à la séance, est, également, excusé.

Pouvoirs : Jean-Louis PONCET pouvoir à Dominique BUCCI ALBERTO ; Michel MOUTTE pouvoir à Christian BLANC ; Cyr PIATON pouvoir à Dominique MOULIN ; Régis SIMOND pouvoir à Michel MOURONT.

Etaient excusés/absents : Vanessa COLLATTI ; Jean-Louis PONCET ; Michel MOUTTE ; Maxime BERARD ; François CHARPIOT ; Lucie FEUTRIER ; Guillaume DEJY ; Valérie GARCIN-EYMEOD ; Cyr PIATON ; Régis SIMOND ; Alain ESMIEU ; Dominique LAUDRÉ ; Hervé WADIER.

Qui ont pris part à la délibération : 21

Qui ont quitté la séance : Christine PORTEVIN à 19 heures 20 minutes ; Catherine PICHET à 19 heures 40 minutes.

Votes : Pour : 21 Contre : 0 Abstention : 0

Délibération n° 2024-218

**OBJET : INSCRIPTION AU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO
DE LA PLACE FORTE DE MONT-DAUPHIN - REVISION DE LA ZONE TAMPON :
PRESCRIPTION DU LANCEMENT DE LA DECLARATION DE PROJET
EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE**

Le conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale (CGCT), et notamment ses articles L5211-1 et suivants ;
Vu le Code du patrimoine, et en particulier son article L612-1 précisant que la zone tampon qui assure la protection du bien est délimitée en concertation avec les collectivités territoriales concernées puis arrêtée par l'Etat ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 103-2 à L. 103-7, L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-15 et L. 300-6 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment son article L. 122-14 ;
Vu la loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°05-2016-10-24-008, en date du 24 octobre 2016, portant fusion des Communautés de Communes du Guillestrois et de l'Escarton du Queyras au 1^{er} janvier 2017 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 05-2024-09-19-00006 du 19 septembre 2024 portant modification des statuts de la Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras ;
Vu la Décision 32 COM 8B.31 du Comité du patrimoine mondial, lors de sa session du 2 au 10 juillet 2008, portant inscription sur la liste du patrimoine mondial des Fortifications de Vauban ;
Vu le décret du 19 août 2015 portant classement des abords de la place forte de Mont-Dauphin ;
Vu la délibération n°2023-176 du conseil communautaire de la CCGQ en date du 21 septembre 2023 approuvant le périmètre et la stratégie de protection de la zone tampon du site de Mont-Dauphin ;
Vu la délibération n°2024-216 du conseil communautaire de la CCGQ en date du 29 octobre 2024 approuvant la stratégie de protection de la zone tampon du site de Mont-Dauphin et le principe d'une procédure de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité des PLU des communes concernées ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Guillestre approuvé par délibération du conseil municipal n°20200122-04 du 22 janvier 2020, mis à jour par l'arrêté n°2021-129 du 17 septembre 2021, mis à jour par l'arrêté n°2023-124 du 3 juillet 2023, mis à jour par l'arrêté n°2024-68 du 15 mars 2024 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Eygliers approuvé par délibération du conseil municipal n°20192703015-04 du 27 mars 2019, mis à jour par l'arrêté n°2021/3105/062 du 31 septembre 2021, modifié par délibération n°2022/1412/093 du 14 décembre 2022 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Crépin approuvé par délibération du conseil municipal n°2019/056 du 28 juin 2019 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Risoul approuvé par délibération du conseil municipal n°2013/59 du 29 août 2013, mis à jour par arrêté du 25 avril 2014, mis à jour par arrêté du 22 avril 2015, mis à jour par arrêté du 5 mai 2015, modifié par délibération n°2015/47 du 12 mai 2015, mis à jour par arrêté du 18 août 2015, mis à jour par arrêté du 6 octobre 2015, mis à jour par arrêté du 7 décembre 2017, révisé par délibération n°2018/135 du 27 décembre 2018, révisé par délibération n°2018/136 du 27 décembre 2018, mis à jour par arrêté du 25 septembre 2020, mis en compatibilité par déclaration d projet par délibération 2022/054 du 10 août 2022, modifié par délibération 2023/017 du 30 mars 2023 et mis à jour par arrêté du 7 avril 2023 ;

Le Rapporteur rappelle que les Fortifications de Vauban ont été inscrites sur la Liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2008 au titre d'un Bien en série national. Chacune de ses 12 composantes (dont fait partie le site de Mont-Dauphin) possède des qualités intrinsèques qui contribuent à la valeur de l'ensemble, et seul cet ensemble justifie une inscription sur la Liste du Patrimoine mondial à travers une Valeur Universelle Exceptionnelle (V.U.E). Dans ce cadre, l'Etat ainsi que les gestionnaires ou propriétaires de ces 12 sites se sont engagés de manière solidaire dans la préservation et la protection de cette V.U.E. Elle doit constituer un guide pour la gestion, la préservation et la valorisation du Bien. La déclaration de V.U.E du Bien est, ainsi, retranscrite dans les documents qui encadrent sa gestion (plan de gestion). La V.U.E des « Fortifications de Vauban » se traduit notamment par un rapport concret au territoire. En effet, c'est bien l'environnement du site fortifié qui rend intelligible ce site et les choix opérés par Vauban. Ceci implique donc de préserver le paysage patrimonial par la délimitation d'un périmètre dit « zone tampon ».

Le Rapporteur précise également que la Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras est compétente au titre de ses statuts en matière d'« animation du plan de gestion du site de Mont-Dauphin au titre de son inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO ». Il lui revient ainsi de conduire la démarche pour mettre en œuvre ce périmètre de protection.

Le périmètre de la zone tampon de la place forte de Mont-Dauphin ainsi que les outils associés nécessaires à la protection de cette zone ont été approuvés le 21 septembre 2023 par

délibération n°2023-176 du Conseil communautaire de la CCGQ et par délibérations des quatre communes concernées.

Dès lors, il convient de mettre en œuvre les orientations de la zone tampon en travaillant sur la valorisation paysagère et patrimoniale de cette zone. Il s'agit notamment de travailler à l'amélioration des entrées de ville (zone du Guillermin et traversée d'Eygliers), d'améliorer la qualité paysagère des zones économiques (ZA du Guillermin, ZA des Isclasses, ZA du Villard), de travailler sur la qualité urbaine d'Eygliers au regard de sa forte covisibilité avec le site, d'intégrer les cheminements doux et enfin de proposer une approche générale des qualités paysagères à préserver ou à améliorer à l'échelle du périmètre de la zone tampon.

Ce projet revêt un caractère d'intérêt général évident au regard des enjeux de la préservation de son inscription sur la Liste du Patrimoine mondial à travers une Valeur Universelle Exceptionnelle (V.U.E). Sa non-mise en œuvre pourrait conduire à la perte de cette inscription et des autres biens en série.

Les Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur les communes de Guillestre, Eygliers, Saint Crépin et Risoul ne permettent pas d'atteindre les objectifs de préservation de la zone tampon tels qu'envisagés.

De ce fait, le principe du lancement d'une démarche de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DP-MEC) des PLU des 4 communes concernées a été approuvé par la Communauté de communes du Guillestrois et du Queyras le 29 octobre 2024 par délibération n°2024-216. Cette procédure est régie par les articles L. 153-54 à L. 153-59 du Code de l'urbanisme.

Conduite par le Président de la Communauté de Communes du Guillestrois et du Queyras, cette procédure repose sur la présentation d'un projet d'intérêt général. Celui-ci sera examiné par les personnes publiques associées et l'autorité environnementale, puis mis à l'enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité des PLU.

La déclaration de projet, valant mise en compatibilité des PLU, sera ensuite proposée à l'approbation du Conseil communautaire.

Cette DP-MEC aura pour objet, conformément à la stratégie de protection validée, la création de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) générale thématique dite « Vauban » à l'échelle de la zone tampon et la création/renforcement des OAP sectorielles du Guillermin, d'Eygliers Bas, des Isclasses et du Villard. Ces OAP seront élaborées en étroite collaboration avec les 4 communes concernées.

Conformément aux dispositions de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, la procédure ne fait pas, à date, l'objet d'une concertation préalable obligatoire. Toutefois, si la procédure venait à être soumise à évaluation environnementale au titre de l'article L122-4 du code de l'environnement, et ce conformément aux dispositions de l'article L103-2 du code de l'urbanisme, une concertation préalable sera nécessaire. Si tel est le cas, une délibération définissant les modalités de la concertation sera proposée au conseil communautaire.

Enfin, il est précisé que la procédure sera entièrement coordonnée et financée par la CCGQ qui sollicitera auprès des services de l'Etat la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) au titre de ses statuts et de l'intérêt général de cette démarche.

Il est ainsi proposé de prescrire la démarche de Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DP-MEC) des PLU d'Eygliers, Guillestre, Saint-Crépin et Risoul concernés, telle que présentée ci-dessus, pour mettre en œuvre le périmètre de protection de la place forte de Mont-Dauphin.

Après en avoir délibéré

Le Conseil communautaire, par 21 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION.

DECIDE

- I. **D'APPROUVER** l'exposé du rapporteur ;
- II. **DE PRESCRIRE** le lancement de la démarche de Déclaration de Projet emportant Mise en Compatibilité (DP-MEC) des PLU d'Eygliers, Guillestre, Saint-Crépin et Risoul, ayant pour objet la protection de la « zone tampon » de la place forte de Mont-Dauphin ;
- III. **DE CHARGER** le Président de la transmission d'une copie de la présente délibération pour information au Centre National de la Propriété Forestière, conformément à l'article R123-1 du code de l'urbanisme, ainsi qu'à Mr le Préfet des Hautes-Alpes, au Réseau des Sites Majeurs de Vauban, à l'UDAP05 et à la DRAC-PACA.
- IV. **D'AUTORISER** le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;
- V. **DE PRECISER** que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :
 - Affichage sur les lieux officiels de la Communauté de communes du Guillestrois Queyras ;
 - Mention de cet affichage sera insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département ;
 - Publication sur le site internet de la communauté de communes du Guillestrois Queyras.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,
Le Président,
Dominique MOULIN



Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en Préfecture le : *(voir encart ci-dessus)*
et de la publicité effectuée sur le site internet de la Communauté de communes le : *(voir encart ci-dessus)*.